



HAL
open science

Les organisations paysannes du Costa Rica construisent leur vision de l'agriculture familiale : une démarche de recherche-action marquée par une rupture

Guy Faure, Henri Hocde, David Meneses

► To cite this version:

Guy Faure, Henri Hocde, David Meneses. Les organisations paysannes du Costa Rica construisent leur vision de l'agriculture familiale : une démarche de recherche-action marquée par une rupture. *Cahiers Agricultures*, 2007, 16 (3), pp.205-211. 10.1684/agr.2007.0094 . hal-02656437

HAL Id: hal-02656437

<https://hal.inrae.fr/hal-02656437>

Submitted on 29 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Les organisations paysannes du Costa Rica construisent leur vision de l'agriculture familiale : une démarche de recherche-action marquée par une rupture

Guy Faure¹
Henri Hocdé¹
David Meneses²

¹ Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), Unité mixte de recherche (UMR) « Innovation », TA 88/15
73, avenue Jean-François Breton
34398 Montpellier cedex 5
<guy.faure@cirad.fr>
<henri.hocde@cirad.fr>

² Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG), ASA
1 km Norte gasolinera Pital, Pital, Costa Rica
<dmeneses@costarricense.cr>

Résumé

Des représentants d'organisations paysannes font alliance avec des techniciens et chercheurs en vue de construire une proposition de renforcement de l'agriculture familiale au Costa Rica. Une démarche de recherche-action est alors engagée qui s'appuie sur la coconstruction d'un dispositif. En analysant l'ensemble du processus, l'article s'attache à caractériser les résultats en termes de produits obtenus, de mécanismes mis en œuvre, de modification des représentations des acteurs, et de production de connaissances. Il montre l'importance, dans la démarche, de la prise en compte des ruptures qui sont utiles à la maturation du processus mais qui sont également sources d'incertitudes. Le succès de la recherche-action dépend largement de la capacité d'enrôlement des porte-parole légitimes.

Mots clés : association d'agriculteurs ; autonomisation ; Costa Rica ; exploitation agricole familiale.

Thèmes : systèmes agraires ; méthodes et outils.

Abstract

Costa Rican farmers' organizations elaborate their vision of family agriculture: A research-action approach characterized by a break phase

Farmers' organizations representatives together with extension workers and researchers decide to elaborate a proposal designed to strengthen family agriculture in Costa Rica. To that end they develop a research-action methodology derived from a co-construction of the set-up. Analyzing the whole process, this article aims at characterizing the results in terms of achievements, mechanisms implemented, modifications of stakeholders' representations, and production of knowledge. It shows that it is important in this type of approach to take break phases into account as they are useful for the maturity of the process even though they may be a source of uncertainty. The success of the research-action approach largely depends on the capacity to identify and mobilize the legitimate representatives.

Key words: Costa Rica; empowerment; family farms; farmers associations.

Subjects: farming systems; tools and methods.

Accompagner une demande des organisations

Depuis plus d'une décennie, des organisations paysannes (OP) de la région Huetar Norte du Costa Rica exprimaient le souhait d'élaborer une proposition pour mieux défendre leur agriculture dans un contexte de libéralisation de l'économie et de retrait progressif des appuis étatiques, suscitant une forte crise de l'agriculture familiale (Faure et Samper, 2005). Pour lui donner forme, en juin 2003, 30 organisations se retrouvent dans un atelier de réflexion appuyé par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) et le *Ministerio de Agricultura y Ganadería* (MAG, ministère de l'Agriculture et de l'Élevage). Une synthèse des principes de l'agriculture familiale qu'elles défendent est discutée et les orientations d'un programme d'activités sont établies (*encadré 1*).

À partir de ce point de départ, le défi est double :

1. Travailler avec un ensemble d'OP aux trajectoires différentes et aux objectifs parfois contradictoires pour construire une vision commune du futur de leur agriculture ;
2. Déboucher progressivement sur un collectif capable de porter un projet commun.

Pour répondre à la demande de ces OP les auteurs ont pris le parti de construire avec elles une démarche de recherche-action (Albaladejo et Casabianca, 1997) qui s'inscrit dans un partenariat explicite entre les parties pour atteindre des objectifs définis et débouche sur une production de connaissances, une formation des acteurs, et sur la résolution d'une question.

L'article présente et discute le processus d'élaboration de la proposition en analysant la construction du partenariat entre acteurs, le dispositif mis en œuvre, les méthodes mobilisées mais aussi les résultats obtenus pour en tirer les leçons. La période analysée s'étend de juin 2003 (atelier fondateur) à juin 2005 (restitution de la proposition à l'ensemble des acteurs de la région). La construction de la proposition s'inscrit dans un programme d'appui aux OP plus vaste ayant pour objectif de renforcer les dynamiques d'action collective (Faure, 2004). Les sources d'information et le mode de traitement de ces sources pour analyser la démarche de recherche-action sont présentés dans l'*encadré 2*.

Objectifs de la recherche-action et attentes des acteurs

L'objectif fixé lors de l'atelier de juin 2003 s'est progressivement affiné au cours du processus. Un compte rendu d'atelier du 11 février 2004 précise qu'il s'agit d'élaborer une proposition de notre agriculture selon notre point de vue (celui des OP) en prenant en compte les dimensions productives, économiques, sociales et environnementales pour la discuter avec la société incluant les consommateurs, les entreprises, et le gouvernement ». Une analyse des interventions des différents acteurs a permis de préciser progressivement les attentes de chacun. La *Mesa Nacional Campesina*, organisation de couverture nationale, a dès le début promu cette démarche qui pouvait servir à renforcer son projet politique et ses relations avec les OP de base. Ces dernières voyaient le travail, au moins à l'ori-

gine, comme un moyen pour retrouver des appuis forts de la part des institutions publiques et pour négocier des financements de projets. Les attentes du ministère de l'Agriculture étaient plus diverses : au niveau national, le vice-ministre a exprimé sa volonté de tisser une alliance avec les OP capables de formuler des propositions, tandis qu'au niveau régional, les techniciens voulaient faciliter la négociation des OP avec l'État pour obtenir des moyens pour les appuyer.

Ce n'est donc que progressivement que s'est tissé un partenariat au sens de Lindenperg (1999), compris comme l'ensemble des liens formalisés qui se nouent entre les acteurs, sur un territoire, dans une organisation ou institution pour fédérer des moyens autour de projets ou programmes construits en commun en vue d'atteindre des objectifs partagés.

Construction de la proposition

Principes mobilisés

Lors du deuxième atelier organisé en août 2003, des représentants de producteurs et des techniciens ont réfléchi sur le thème : « Comment construire une proposition ? ». Certains principes ont été définis, pour partie à ce moment mais aussi chemin faisant, à savoir comment :

- principe 1 : valoriser les expériences antérieures des OP en matière d'élaboration de propositions ;
- principe 2 : mobiliser prioritairement les savoirs des producteurs ;
- principe 3 : valoriser des travaux et études produits par d'autres acteurs ;
- principe 4 : renforcer les échanges entre OP de base, avec les organisations régionales et nationales, avec les institutions publiques et privées ;

Encadré 1

Extraits des principes : « L'agriculture que nous voulons »

(Unión de las Comunidades en Restauración Económica, Social y Ecológica, 2005)

- Générer des revenus pour mener une vie décente pour nos familles
- Fournir des produits de qualité et nous apportant une valeur ajoutée
- Renforcer l'autosuffisance alimentaire dans nos exploitations et produire une partie de nos intrants pour réduire les risques économiques
- Créer des emplois locaux pour renforcer le tissu social
- Gérer les ressources naturelles
- Fournir des services à la société costaricienne
- Stimuler le développement local dans les communautés

Encadré 2

Analyse de la démarche de recherche-action

Il s'agit d'entreprendre une démarche réflexive sur le processus en œuvre, comme l'entendent Liu (1992) ou Avenier (2000), pour comprendre, expliciter, et évaluer les choix effectués à toutes les étapes de la recherche-action. Pour ce faire, plusieurs sources ont été mobilisées pour analyser la dynamique générée par la recherche-action, permettant une caractérisation de l'évolution : i) de la stratégie des acteurs ; ii) de leurs représentations ; iii) de leurs relations ; et iv) des processus d'apprentissage :

1. Observation directe du chercheur (auteur principal de l'article) ayant participé à toutes les réunions et ateliers (30 au total) avec son carnet de notes pour assurer une chronologie de la recherche-action ;
2. Compte rendu de toutes les réunions et ateliers, rédigés par le chercheur ou par le technicien (troisième auteur) pour assurer un suivi de la nature des débats et des éventuelles décisions ;
3. Analyse du processus après chaque réunion et atelier entre le chercheur, le technicien, avec la présence éventuelle d'étudiants, pour en tirer les principaux enseignements ;
4. Entrevues ouvertes avec les principaux acteurs pour préciser leur trajectoire personnelle et leurs objectifs dans le cadre de la recherche-action ;
5. Analyse des relations entre les acteurs (chercheur, techniciens, producteurs) et de leur évolution, à partir d'entretiens semi-guidés, en insistant sur leur nature, leur intensité, et leur durée (document de stage, non publié) ;
6. Analyse complémentaire du discours de quelques acteurs pour appréhender les processus d'apprentissage, dans le cadre de la thèse de Rodriguez (2006), à partir d'enregistrements audio suivis d'une analyse des mots clés et de la structuration du discours ;
7. Analyse rétrospective de l'ensemble de la démarche, avec l'appui d'un chercheur extérieur au processus mais ayant fourni un appui à distance (deuxième auteur), dans le cadre d'un projet de recherche analysant différentes études de cas de recherches participatives (Hocdé *et al.*, à paraître).

– principe 5 : produire un document qui synthétise les réflexions et propositions des participants.

Ces principes sont cohérents avec une démarche de recherche-action qui naît de la confrontation entre une demande des acteurs de terrain (identifier des pistes de sortie de crise, principes 1 et 2) et une intention de recherche (mieux comprendre l'évolution de l'agriculture familiale et réfléchir sur son devenir, principe 3). Ils visent à favoriser des apprentissages croisés entre techniciens et producteurs (principe 4) au sens de Hémidy et Cerf (2000).

Dispositif

Foucault (1975), en évoquant les technologies du pouvoir, définit le dispositif comme « un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit, aussi bien que du non-dit. Le dispositif lui-même, c'est le réseau qu'on peut établir entre ces éléments ». Dans notre cadre, le dispositif peut être défini comme les acteurs impliqués avec leurs relations, les moyens et activités mis en œuvre, et les règles définies d'un commun accord pour atteindre les objectifs fixés.

Groupe de coordination et groupe central

Le cœur du dispositif est constitué par les acteurs. Selon le compte rendu de l'atelier de février 2004, il s'agit de « constituer formellement dans la région un « groupe de coordination » qui se charge d'animer, conduire et élaborer la proposition » précisant que les participants doivent : i) montrer un intérêt pour s'engager dans un tel travail dans la durée ; ii) avoir des responsabilités dans son OP ; iii) avoir une expérience actuelle ou passée au-delà de son OP de base dans la négociation avec d'autres acteurs.

Au final, 12 producteurs, 1 technicien du MAG, et le chercheur Cirad constituent le « groupe de coordination ». Sont intervenus plus ponctuellement d'autres acteurs (techniciens du MAG, coopérants, universitaires, étudiants). On appellera « groupe de techniciens-chercheur » l'ensemble des personnes qui ne sont pas producteurs. Parmi les 12 producteurs, 4 ont développé des relations plus étroites avec le « groupe de techniciens-chercheur ». Ces 4 producteurs, le technicien du MAG et le chercheur du Cirad ont formé un « groupe central », stable dans le temps, qui a joué un rôle moteur tout au long du processus. À ce stade, le chercheur est défini par le groupe coordinateur comme étant un membre à part entière du groupe mais avec des fonctions supplémentaires (appui méthodologique, apport d'infor-

mations complémentaires, contribution à la synthèse des débats), ce qui est conforme aux fonctions énoncées par Sabourin *et al.* (2004) dans un processus de recherche-action.

Moyens, activités et règles

Pour mettre en œuvre les principes énoncés antérieurement, le groupe de coordination décida d'organiser : i) une série d'ateliers de travail avec un groupe de représentants de producteurs et de techniciens pour consolider le diagnostic de la situation de l'agriculture familiale au niveau de la région Huetar Norte et élaborer une proposition de sortie de crise ; ii) des ateliers dans les cantons de la région pour recueillir les préoccupations et propositions des producteurs ; iii) une rencontre régionale avec une forte participation des OP pour présenter et finaliser la proposition.

Ce sont autant d'arènes qui potentiellement permettent la confrontation des points de vue, la création d'un langage commun, l'enrôlement des acteurs, la traduction des rationalités individuelles et collectives, pour la construction d'un projet commun qui fait sens pour les acteurs (Akrich *et al.*, 1988a ; Akrich *et al.*, 1988b). C'est la réflexion dans la durée à travers un processus de rationalisation qui leur permet de modifier leur représentation de leur environnement (Hémidy et Cerf, 2000).

Dans le même temps, le groupe de coordination a décidé de réfléchir sur une instance paysanne qui pourrait porter la proposition à terme. Pour apporter des éléments d'information, divers diagnostics ont été également programmés (diversité des systèmes agraires, typologie d'exploitations, fonctionnement des OP, etc.).

Sur la base de l'atelier d'août 2003 et de réunions complémentaires, le « groupe de coordination » se mit d'accord sur un programme pour :

- analyser la situation de l'agriculture familiale ;
- imaginer différents scénarios d'évolution de cette agriculture ;
- identifier des propositions pour répondre aux défis du scénario le plus probable ;
- et construire avec les OP des mécanismes de négociation de la proposition.

Une histoire longue et agitée

Liu (1992) définit plusieurs étapes dans une recherche-action : démarrage, réalisation, et désengagement. Or la chronique des événements révèle plutôt un séquençage plus complexe marqué par des hauts et des bas et par la notion de rupture.

Phase initiale : élaboration en commun d'une méthode

Bien que toutes les parties prenantes fussent d'accord sur l'objectif général du travail dès juin 2003, la discussion pour l'élaboration de la méthode et la construction du dispositif a nécessité 8 mois, jusqu'à février 2004. Ce fut un processus long comprenant des ateliers avec les différents

groupes (coordination, techniciens-chercheur, central). Les différents documents rédigés durant cette période témoignent des difficultés pour développer une représentation commune quand chaque groupe d'acteurs a des cultures différentes, pour construire des convergences quand chaque partie a des attentes différentes.

Phase de mise en place : succès et érosion progressive de la participation des OP

Une première série d'ateliers a abordé l'environnement de l'agriculture, les activités productives, et les OP. Les premiers ont été largement suivis avec 20 à 30 participants. Puis, progressivement, la participation a diminué jusqu'à se restreindre à 5 à 10 personnes, ce qui incluait presque toujours le « groupe central ». Cette évolution traduit d'une part une lassitude d'une grande partie des producteurs qui attendaient des résultats concrets rapides et d'autre part l'effet du déséquilibre engendré par la prépondérance du groupe « techniciens-chercheur » dans la conduite de la dynamique.

Cette phase du processus a cependant permis de formaliser le point de vue des producteurs sur leur diagnostic de l'agriculture familiale (*encadré 3*).

Phase de rupture et de relance : construction de la proposition pilotée par les producteurs

En juin 2004, lors d'un atelier, un producteur, dirigeant syndical, membre du « groupe central », prend l'initiative de présenter un texte personnel sur son diagnostic de l'agriculture familiale et sur des propositions pour affronter la crise de

cette agriculture. Fort riche, il reprend une partie des informations discutées dans les ateliers précédents et s'appuie sur toute son expérience de dirigeant. Surtout, il est écrit dans un langage facilement compréhensible par les producteurs. Cette initiative marque une inflexion forte dans le processus de recherche-action.

Les producteurs du « groupe central » décidèrent alors de changer les règles du jeu et la méthode de travail. D'un côté, ils affirmèrent que le document était le texte des producteurs et devait servir de base à l'élaboration de la proposition. De l'autre, ils proposèrent la formation d'une « commission régionale », composée de tous les membres du « groupe central », pour élaborer la proposition, organiser les échanges avec les OP, négocier avec les autres acteurs. À ce stade, le pilotage de la démarche passait des mains du groupe « techniciens-chercheur » à celui du « groupe central ». Les résultats escomptés à l'origine commençaient à prendre forme.

À partir de ce moment-là, la commission régionale s'est réunie 6 fois (1 session par mois) pour approfondir la proposition. Le rôle du technicien changea : il se voyait confier la facilitation de la réflexion des producteurs et abandonnait l'organisation des ateliers. Le chercheur se concentra alors sur la synthèse des idées, la mise en forme et la rédaction itérative du document. Il assure encore plus nettement ce rôle de traducteur qui relie le monde des producteurs à celui des techniciens à travers la formalisation des réflexions dans un langage compréhensible par les différents mondes. Pour les producteurs, il est « la personne qui sait écrire nos propos ».

En décembre 2004, une version provisoire de la proposition est éditée, reprenant les principes de l'agriculture familiale, le diagnostic de la situation actuelle et insistant surtout sur les orientations et actions à mener pour le futur (*encadré 4*).

Encadré 3

Le diagnostic des producteurs sur l'agriculture familiale

(Unión de las Comunidades en Restauración Económica, Social y Ecológica, 2005)

- La mondialisation qui nous affecte
- L'évolution défavorable des politiques publiques
- Une situation toujours plus difficile pour l'agriculture familiale
- Des différences entre nous
- La nécessité d'avoir des OP fortes

Encadré 4

Orientations et actions pour le futur : « Nous ne voulons pas des exploitations pour travailler, nous voulons des exploitations pour prospérer »

(Unión de las Comunidades en Restauración Económica, Social y Ecológica, 2005)

- Améliorer la base productive de nos exploitations (techniques et normes, marchés nationaux et d'exportation, information et innovation)
- Augmenter la valeur ajoutée (commercialisation, transformation des produits...)
- Gérer l'environnement comme une opportunité (formation, services environnementaux, certification, tourisme rural...)
- Renforcer nos OP (formation, accompagnement, accès aux services)
- Accompagner notre développement (financement, éducation des jeunes, développement territorial, et politiques agricoles)

Phase de désengagement de la recherche : présentation et appropriation de la proposition

Depuis l'atelier de juin 2004, et reprenant la programmation d'août 2003, les producteurs du « groupe central » souhaitent diffuser la réflexion aux autres producteurs, conscients que sans l'appui de la base la proposition n'avait pas de sens. Ils organisèrent plusieurs ateliers dans les communautés, suscitant des débats autour de la capacité des producteurs à influencer sur le devenir de leur agriculture. Les présentations formelles par les producteurs du « groupe central » aux institutions mêlèrent des réactions positives face à une proposition globale et non à des revendications particulières, et des inquiétudes face à une possible structuration du mouvement paysan.

En juin 2005, lors d'un atelier de 2 jours, la proposition fut présentée à une quarantaine d'OP de la région et à l'ensemble des institutions publiques régionales. Un vote des producteurs présents approuva la proposition, un engagement fut pris par les institutions pour appuyer cette initiative, et une commission régionale composée de producteurs fut élue au sein d'une organisation déjà existante (Unión de las Comunidades en Restauración Económica, Social y Ecológica (Unicrese), regroupement d'OP) pour défendre la proposition auprès de l'extérieur. La *figure 1* schématise la chronologie du processus de construction de la proposition.

Résultats

Le premier résultat est bien sûr un document écrit issu des OP pour la promotion de l'agriculture familiale. Le changement dans la perception des producteurs sur la nature du produit obtenu est important : « Ce n'est pas un projet, c'est la carte de navigation de nos OP » dit un producteur. Il s'agit d'un projet politique qui doit faciliter la participation à la négociation des politiques publiques et l'élaboration

de projets financés. Dans ce contexte, le statut du document physique est particulier. Il est hautement symbolique, en ce sens qu'il représente la concrétisation des efforts des participants, son contenu amplement discuté est connu d'un large public, et il est reconnu par les acteurs extérieurs.

Le deuxième résultat est la création de mécanismes institutionnels, pour la poursuite des échanges entre OP et pour la négociation avec les acteurs publics et privés, *via* la commission régionale

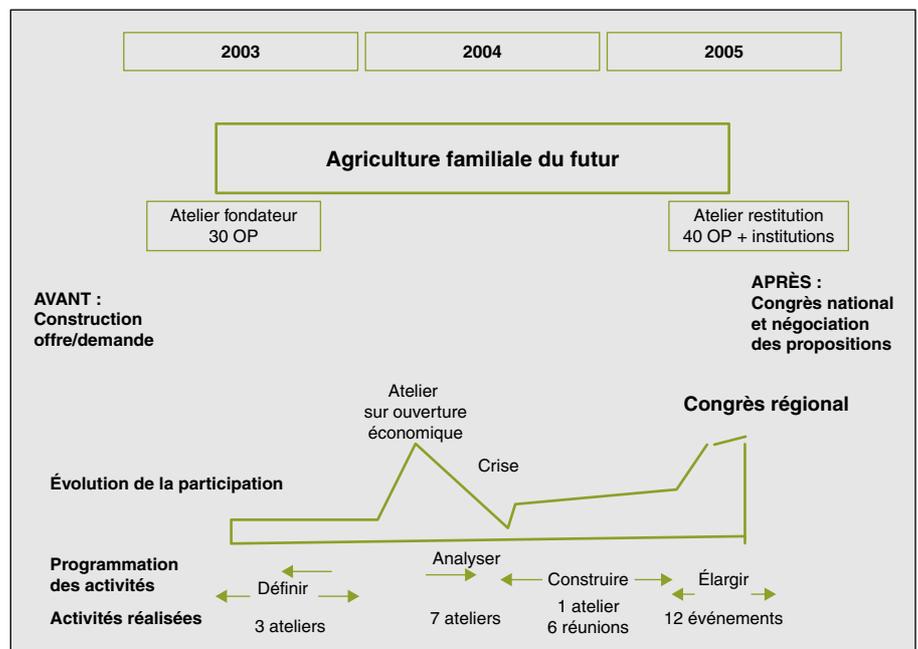


Figure 1. Chronologie de la construction de la proposition.

Figure 1. Unfolding of the proposal.
OP : organisation paysanne.

d'Unicrese. En ce sens, le processus a permis la réactivation d'une dynamique ancienne d'échanges et d'alliances entre OP et surtout sa formalisation, mais sans pour autant qu'il puisse en garantir la pérennité, comme l'ont souligné certains représentants.

Le troisième résultat est la reconnaissance par les institutions publiques de la capacité des OP à proposer des alternatives et à se mobiliser. Cette reconnaissance favorise l'accès à des espaces de négociation. Mais elle n'exclut pas les rapports de force dans un jeu dialectique de pression/négociation et dans le cadre d'une double dépendance – celle des OP par rapport aux appuis étatiques et celle des institutions qui n'existent que si les producteurs sont demandeurs de ces appuis (Rodriguez, 2006).

Le quatrième résultat est une création de connaissances nouvelles et le renforcement de capacités. Il renvoie à la notion d'apprentissage individuel des différents participants (producteurs, techniciens, et chercheur), mais aussi collectif par l'émergence d'une proposition portée par un ensemble d'OP donnant lieu à des mécanismes institutionnels nouveaux. Pour la recherche, ces connaissances ont permis de mieux caractériser, en l'absence de données statistiques, la crise qu'affronte l'agriculture familiale, de préciser les stratégies des producteurs face au changement, et de tirer des enseignements méthodologiques sur la démarche de recherche-action.

Quelques leçons

De cette expérience nous tirons des leçons en matière de dispositif de recherche en partenariat avec les OP. Trois points méritent d'être relevés.

Un premier point est le nécessaire approfondissement méthodologique pour la prise en compte des ruptures dans les démarches de recherche-action. La première « longue » étape de construction de la méthode puis celle d'exécution des premières activités sont nécessaires pour construire progressivement des objectifs partagés autour d'un langage commun. Mais ces phases ont été suivies d'une rupture, et la relance provoquée par l'initiative du producteur présentant et défendant son texte est un moment clé créant définitivement un « avant » et un « après ». Elle permet une montée en puissance des

producteurs et un rééquilibrage des relations en précisant mieux les fonctions du groupe « techniciens-chercheur ». Finalement, le succès de la recherche-action se joue surtout dans la gestion de ce moment clé qui débouche sur des réajustements importants. De tels moments sont à la fois non programmables et en grande partie non maîtrisables par le collectif. Ils constituent cependant les marques tant attendues de maturité et d'appropriation du processus par les acteurs, notamment de la part de ceux disposant de moins de capacités pour exprimer leur point de vue. La recherche-action, au moins dans ce type de situation, ne peut donc pas être simplement modélisée à travers ses phases (Liu, 1992) ou ses successions de phases (Lavoie *et al.*, 2003) mais intègre des périodes de fortes incertitudes sur le devenir même du processus de recherche-action.

Un deuxième point concerne l'importance à accorder dans l'identification et l'enrôlement des porte-parole (Akrich *et al.*, 1988a ; Akrich *et al.*, 1988b) pour construire la démarche et atteindre les objectifs fixés. Il renvoie principalement à la légitimité et à l'engagement des représentants de producteurs qui parlent au nom de leur groupe mais en mobilisant leur propre expérience, jouant ainsi leur rôle d'interface entre leurs communautés et l'extérieur (Mercoiret et Berthomé, 1995). Dans notre cas, c'est autant le document rédigé par le producteur sur l'agriculture familiale que le statut de l'auteur et sa volonté de s'investir dans le processus qui ont changé radicalement la dynamique de construction de la proposition. Les autres membres du « groupe de coordination » qui se sont progressivement désistés sont également légitimes dans leur monde, mais disposaient de moins de marge de manœuvre pour affirmer leurs pensées, vivaient plus fortement les contraintes de temps et d'argent qui pèsent sur tout producteur qui s'investit dans ce type d'activité, ou appréciaient différemment les chances de succès de l'opération et donc les efforts à consentir. Finalement, la réussite de cette recherche-action est pour partie le fruit d'une rencontre fortuite entre un représentant désireux de défendre des positions alternatives, un technicien qui accepte de prendre des risques par rapport à sa propre hiérarchie, et un chercheur porteur d'un projet qui lui est propre, montrant que le processus est un construit qui chaque fois est en même temps original et en partie imprévisible.

Un troisième point porte sur la construction d'un dispositif qui mélange flexibilité pour s'adapter aux demandes et détermination pour dépasser les crises. Albaladejo et Casabianca (1997) parlent de pilotage d'un processus émergent. Le dispositif lui-même n'est pas donné au départ mais est coconstruit avec les acteurs et peut évoluer en fonction des circonstances. Ce n'est donc pas le dispositif en soi qui est important mais plutôt les règles de sa construction et de sa transformation. Ainsi, l'absence de comité de pilotage, idée réfutée par les membres du groupe de coordination car pouvant le priver de son autonomie, a peut-être été un handicap au départ pour surmonter les premières difficultés et faciliter les arbitrages (Chia, 2004). Cependant, les règles négociées pour le fonctionnement du « groupe de coordination » ont été suffisamment solides pour permettre une gestion de la crise et l'identification de solutions de sortie de crise. L'instance formelle de pilotage a émergé en fin de processus par la création de la commission régionale d'Unicrese, permettant ainsi un pilotage affirmé sous la responsabilité des OP.

Conclusion

L'analyse montre qu'il est pertinent de développer une recherche-action pour élaborer des propositions pour le futur de l'agriculture familiale avec des OP de producteurs qui ne forment pas au départ un acteur collectif. Elle met en évidence l'importance des ruptures, pour partie imprévisibles, dans le processus, et surtout de la gestion de ces dernières pour assurer le succès de la recherche-action. Le dépassement du moment de crise peut être un moment révélateur des véritables stratégies des acteurs et de leurs capacités, met en évidence les porte-parole légitimes et engagés, permet de faire émerger les enjeux, et provoque la définition de nouvelles règles. Loin d'être un signe de fragilité du processus, la crise débouche sur une appropriation de celui-ci par les acteurs. Cependant, elle demande au chercheur, au mieux de l'anticiper pour proposer des alternatives, au minimum de prévoir des mécanismes pour sa gestion à travers des espaces de concertation qui peuvent prendre des formes variables. La gestion des ruptures demande de la part du chercheur et du technicien qui accompagnent la recherche-action, à la

fois une bonne écoute des acteurs qui progressivement émergent au cours du processus, une analyse continue des évolutions des relations entre acteurs en prenant en compte les conséquences de ces évolutions sur le processus, et une capacité de réaction rapide pour saisir les opportunités qui peuvent se présenter. Elle demande donc un retour réflexif permanent sur la « recherche-action en train de se faire ». ■

Remerciements

Les auteurs remercient le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage du Costa Rica et les organisations paysannes qui, dans le cadre de leur collaboration avec le Cirad, ont permis l'accès à de nombreuses informations.

Références

Akrich M, Callon M, Latour B. À quoi tient le succès des innovations. Premier épisode : l'art de l'intéressement. Deuxième épisode : l'art de choisir les bons porte-parole. *Ann Mines Sér Gérer et Comprendre* 1988a ; 11 : 4-17.

Akrich M, Callon M, Latour B. À quoi tient le succès des innovations. Premier épisode : l'art de l'intéressement. Deuxième épisode : l'art de choisir les bons porte-parole. *Ann Mines Sér Gérer et Comprendre* 1988b ; 11(12) : 14-29.

Albaladejo C, Casabianca F. *La recherche-action. Ambitions, pratiques, débats*. Études et Recherches sur les systèmes agraires et le développement, 30. Paris : Institut national de la recherche agronomique (Inra)-Sciences pour l'action et le développement (SAD), 1997.

Avenier MJ. *Ingénierie des pratiques collectives. La cordée et le quatuor*. Collection Ingénium. Paris : L'Harmattan, 2000.

Chia E. Principes, méthodes de la recherche en partenariat : une proposition pour la traction animale. *Rev Elev Med Vet* 2004 ; 57 : 233-40.

Faure G. Characterization of a collective action between farmers' organizations and institutions in an innovative process to face liberalization in Costa Rica. *The Journal of Agricultural Extension and Education* 2004 ; 10 : 121-31.

Faure G, Samper M. Vingt d'ans ouverture économique : l'avenir compromis de l'agriculture familiale au Nord du Costa Rica. *Tiers-Monde* 2005 ; 183 : 581-602.

Foucault M. *Surveiller et punir*. Paris : Gallimard, 1975.

Hémidy L, Cerf M. Managing change in advisory services : controlling the dynamics of resource transformation and use. In : *Cow up a tree knowing and learning for change in agriculture. Case studies from industrialised countries*. Paris : Science Update, 2000.

Hocdé H, Triomphe B, Faure G, Dulcire M. *From participation to partnership, a different way for researchers to accompany innovations processes : challenges and difficulties*. Symposium Innovation Africa, nov 2006, Uganda (*Earthscan*, à paraître).

Lavoie L, Marquis D, Laurin P. *La recherche-action. Théorie et pratique*. Québec : Presses Université Québec, 2003.

Lindenperg G. *Les acteurs de la formation professionnelle pour une nouvelle donne. Rapport au premier ministre*. Saint-Denis-La-Plaine (France) : Inffo, 1999.

Liu M. Présentation de la recherche-action : définition, déroulement et résultats. *Revue Internationale de Systémique* 1992 ; 6 : 293-311.

Mercoiret MR, Berthomé J. *Les organisations paysannes face au désengagement de l'État*. Introduction aux travaux, atelier international, Méze (France). Montpellier : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), 1995.

Rodriguez N. *Les organisations paysannes, leurs relations et leur rôle dans la participation au développement rural : le cas de la région Hueta Norte au Costa Rica*. Thèse Paris I-IEDES, 2006.

Sabourin E, Marçal da Silveira, Sidersky P. Production d'innovation en partenariat et agriculteurs-expérimentateurs au Nordeste du Brésil. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 203-10.

Unión de las Comunidades en Restauración Económica. *Social y Ecológica (Unicrese). Propuesta. La agricultura familiar para nuestros hijos en la región Hueta Norte desde la perspectiva de las organizaciones de productores*. Ciudad Quesada (Costa Rica) : Unicrese, 2005.